

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

MINISTRE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

EXECUTION DU BUDGET A FIN JUIN 2021

RAPPORT A MI-PARCOURS SUR L'EXECUTION DU BUDGET 2021

(FIN JUIN 2021)

Le présent rapport à mi-parcours sur l'exécution du budget 2021 vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2021 à travers l'évaluation macroéconomique, l'analyse de la mobilisation des ressources et de la réalisation des dépenses. Il présente également les perspectives de l'évolution du budget à fin décembre 2021.

1^{ère} PARTIE : EVALUATION AU PREMIER SEMESTRE 2021 DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE

I.1. AU PLAN INTERNATIONAL

Au cours du premier semestre de l'année 2021, l'activité économique mondiale a continué sa reprise amorcée au second semestre de 2020. Cette dynamique est soutenue par l'assouplissement des mesures de restriction et l'accélération des campagnes de vaccination dans la plupart des pays avancés.

Sur le marché des matières premières, les cours moyens de l'huile de palme (+69,5%), du pétrole brut (+52,3%), du coton (+30,2%), du caoutchouc (+31,2%), du café (+19,5%) et de l'or (+9,7%) connaissent une progression. En revanche, le cours du cacao fèves a enregistré en moyenne une baisse de 0.5% par rapport à la même période de 2020.

Sur le marché des changes, comparé au même mois de l'année précédente, l'euro s'apprécie par rapport au dollar américain (+9,4%), au yen (+9,6% et au yuan renminbi (+0,4%). Cependant, la monnaie européenne se déprécie par rapport à la livre sterling (-1,0%) et au rand sud-africain (-4,8%) Ainsi, le FMI projette une augmentation du PIB mondiale de 6% et une révision à la baisse pour les économies émergentes et en développement.

I.2. AU PLAN NATIONAL

L'activité économique ivoirienne tout comme celle du reste du monde a bénéficié d'un climat des affaires favorable, grâce à l'adoucissement des mesures de lutte contre la Covid-19, à la poursuite de la mise en œuvre du Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH) ainsi que des grands projets d'infrastructures publiques.

En effet, la mise en œuvre du plan de riposte sanitaire a permis à la Côte d'Ivoire une relative maîtrise de la Covid-19 entraînant une reprise progressive de l'activité économique depuis le second semestre 2020. Cette dynamique de normalisation s'est renforcée avec le démarrage de la vaccination au début du mois de mars 2021.

L'exécution du PSESH avec une dotation budgétaire de 391,5 milliards en 2021, est orientée vers la poursuite des activités des fonds de soutien aux entreprises et au secteur informel, du fonds de solidarité et de soutien d'urgence humanitaire et du programme d'urgence agricole, en vue de la relance de l'économie et de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Par ailleurs, l'économie nationale devrait tirer également profit de la mise en œuvre du programme du Gouvernement pour l'année 2021 composée de 393 projets et de 151 réformes axés sur le développement du capital humain, la connexion digitale et l'accès aux services sociaux de base.

Toutefois, le pays a connu, à partir de la fin du mois d'avril 2021, un déficit d'électricité en lien avec la baisse du niveau en eau des lacs de retenue des barrages hydroélectriques et à la panne intervenue au niveau des équipements de la centrale thermique d'Azito.

Au niveau du secteur primaire

Le secteur primaire enregistre des performances contrastées. En dépit de la baisse du niveau de production du café (-43.9%) et du sucre (-11.2%), l'agriculture d'exportation affiche de bons résultats liés à la hausse des productions de noix de cajou (+42,6%), de cacao (+20,9%), d'ananas (+16,3%), de

bananes dessert (+15,0%), de coton graine (+14,5%) et de régime de palme (+9,8%). Quant à l'agriculture vivrière, elle serait affectée négativement par la sécheresse que le pays a connue et par les restrictions imposées dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 en 2020.

Au niveau du secteur secondaire

Le secteur secondaire est marqué par l'accroissement de l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) en volume de 5,7%, tiré par le rebond des activités des « industries manufacturières » (+7,6%), des « industries extractives » (+7,4%) et des « industries environnementales » (+6,7%). Cependant, l'activité des « industries de production et de distribution d'électricité de gaz et d'eau » se contracte de 5,0% du fait notamment du repli de la production nette d'électricité.

Au niveau du BTP, l'indicateur avancé affiche une contraction de 2,2%, en lien avec l'envolée du prix du ciment, du fait de la crise énergétique qui a ralenti l'activité des cimentiers et a accru les coûts de production, en raison du recours aux groupes électrogènes.

Au niveau du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire a été caractérisé par la hausse des Indices des Chiffres d'Affaires (ICA) du commerce de détail et des services marchands respectivement de 13,9% et de 14,3%. Quant au secteur du transport, il évolue favorablement grâce à la progression du transport ferroviaire (11,6%), le dynamisme continu du transport routier (24,5%) et la reprise dans le transport aérien avec un accroissement de 44,4% du nombre de passagers commerciaux. De plus, le secteur des télécommunications enregistre une hausse de son chiffre d'affaires global et du nombre d'abonnements respectivement de 7,4% et 11,4%.

Evolution d'autres principaux agrégats économiques

Concernant le commerce extérieur hors biens exceptionnels, les exportations et les importations croissent respectivement de 15,5% et de 15,9%. L'évolution des exportations s'explique essentiellement par l'accroissement des ventes des produits primaires et des produits transformés. Quant aux importations, elles bénéficient de la hausse des achats de biens de consommation et d'équipement.

La situation monétaire est marquée par le maintien du taux unique de 2% pour les opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité. En ce qui concerne la masse monétaire au sens large (M2), elle s'accroît de 26,8%

Enfin, l'activité sur la place boursière régionale a enregistré un recul de 4,5% de l'indice BRVM 10 et une progression de 4,7% l'indice BRVM composite, sous l'effet combiné de l'évolution des indices des secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des finances. En outre, la croissance des marchés des actions et des obligations, respectivement de 18% et 29,4% stimule la capitalisation boursière qui croît de 24,3%

2^{ème} PARTIE : EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2021

II.1. MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin juin 2021 s'élèvent à **4.511,5 milliards de FCFA** pour une prévision de 4.422,6 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 102%.

Ces réalisations comprennent **2.343,2 milliards de FCFA de recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **2.168,3 milliards de FCFA de ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Les **recettes fiscales** ont été recouvrées à hauteur de **2.272,1 milliards de FCFA** à fin juin 2021, avec un écart positif de 41,9 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 2.230,1 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié aux performances enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** se sont chiffrées à **531,7 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 22,1 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 509,6 milliards de FCFA. Cet écart positif s'explique essentiellement par un niveau plus élevé que projeté, des volumes à l'importation (7.022.800 tonnes en réalisation pour une prévision de 6.982.470 tonnes) ;
- **les taxes sur produits pétroliers** ont été recouvrées à hauteur de **277,9 milliards de FCFA**, contre une prévision de 257,2 milliards de FCFA, soit un écart positif de 20,8 milliards de FCFA. Cette performance résulte d'un niveau plus élevé que prévu des volumes mis à la consommation (632,8 millions de litres et de 622,8 millions de litres en réalisation contre des prévisions de 620,4 millions et 621,2 millions de litres respectivement pour le gasoil et le super carburant) ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été collectée à hauteur de **269,9 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 3 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 266,9 milliards de FCFA, en rapport avec un niveau moins élevé que prévu des remboursements de crédits de TVA.

L'effet des résultats susmentionnés a été toutefois atténué par les performances moindres enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes. Il s'agit notamment des taxes à l'exportation (-4,6 milliards de FCFA), en lien avec un niveau moins élevé que prévu des volumes d'exportation de cacao, ainsi que les taxes sur les consommations téléphoniques (-2,5 milliards de FCFA).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été recouvrées à hauteur de **53,9 milliards de FCFA** pour un objectif de 39,3 milliards de FCFA. L'écart positif de 14,6 milliards de FCFA enregistré par rapport aux prévisions est dû à la perception en mai des commissions sur les transferts hors UMOA de 19,5 milliards de FCFA, initialement attendus au deuxième semestre. Les recettes non fiscales comprennent 36 milliards de FCFA de recettes de services, 15,8 milliards de FCFA de revenus du domaine, 1,9 milliard de FCFA au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural (FIMR) et 0,1 milliard de FCFA au titre des licences de télécommunication.

Quant aux dons, ils ont été exécutés à hauteur de **17,2 milliards de FCFA** pour une prévision de 62 milliards de FCFA et concernent essentiellement les dons-projets.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **1.710,3 milliards de FCFA**, contre 1.547,5 milliards de FCFA prévus. Ce montant comprend 482,4 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émis par adjudication et 112,8 milliards de FCFA de bons du Trésor, 356,7 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires mobilisés par syndication (emprunts TPCI), ainsi que 758,4 milliards de FCFA d'emprunt sur le marché international.

Les transferts des entreprises, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **12,6 milliards de FCFA**. Ces versements proviennent de CI-ENERGIES pour 7,7 milliards de FCFA, du Port Autonome d'Abidjan pour 4,7 milliards de FCFA et la SIPF pour 0,1 milliard de FCFA.

Les produits de privatisations et ventes d'actifs proviennent essentiellement de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE pour un montant de **0,3 milliard de FCFA**.

Concernant les ressources extérieures d'emprunts, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **445,2 milliards de FCFA** contre un objectif de 531,7 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 83,7%. Elles se déclinent en emprunts programmes à hauteur de 207,3 milliards de FCFA ainsi qu'en emprunts-projets pour un montant de 237,9 milliards de FCFA. Le niveau d'exécution observé s'explique par la non réalisation budgétaire des tirages sur certains emprunts-projets importants, notamment au titre des infrastructures sportives pour la CAN 2023 (52,4 milliards de FCFA de prévision annuelle), du Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (49,7 milliards de FCFA de prévision annuelle), de la Construction et Equipement de 7 Etablissements de Formation Professionnelle (40 milliards de FCFA de prévision annuelle), du Projet de construction et d'équipement du Centre National de Radiothérapie et d'Oncologie Médical (21 milliards de FCFA de prévision annuelle).

II.2. EXECUTION DES DEPENSES

A fin juin 2021, **les dépenses** ont été globalement exécutées à hauteur de **3.441,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 3.605,9 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 95,4%. Ces dépenses se déclinent comme suit :

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de **389,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 414,6 milliards de FCFA, en lien avec l'impact des opérations de gestion active de la dette et l'incidence de la variation à la baisse du cours du dollar US par rapport aux hypothèses de projection. Ces charges ont porté sur la dette intérieure pour 166,7 milliards de FCFA et la dette extérieure pour 223 milliards de FCFA.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de **928,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 928,9 milliards de FCFA.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées pour **44,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 46 milliards de FCFA, en raison notamment du retard observé dans la transmission de certaines factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (33,8 milliards de FCFA), de téléphone (7,1 milliards de FCFA) et d'eau (3,8 milliards de FCFA).

Les autres achats de biens et services (hors dépenses liées à la Covid-19) se sont chiffrés à **160,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 157,3 milliards de FCFA.

Les transferts (hors dépenses liées à la Covid-19) ont été exécutés à hauteur de **311,1 milliards de FCFA**, pour une prévision de 304,7 milliards de FCFA. Ces transferts concernent principalement les subventions aux institutions nationales (74,3 milliards de FCFA), les subventions aux écoles privées (51 milliards de FCFA), les subventions aux EPN (47,7 milliards de FCFA), les transferts aux collectivités (14,5 milliards de FCFA) et les bourses et pécules (34,1 milliards de FCFA).

Les dépenses liées à la gestion de la Covid-19 se sont situées à **268,7 milliards de FCFA**. Elles concernent les dépenses exécutées dans le cadre de la mise en œuvre du plan de soutien économique, social et humanitaire (225,4 milliards de FCFA) et le plan de riposte sanitaire (43,3 milliards de FCFA). Concernant particulièrement le plan de soutien économique, social et humanitaire, le niveau d'exécution porte principalement sur les transferts effectués au profit du Fonds de Soutien aux Grandes Entreprises (23,1 milliards de FCFA), du Fonds de Soutien aux PME (15,4 milliards de FCFA), du Fonds de Solidarité et de Soutien Humanitaire (24 milliards de FCFA), du Programme d'Urgence Agricole (131,5 milliards de FCFA), du Fonds d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel (18 milliards de FCFA), ainsi que sur les subventions octroyées aux entreprises publiques ayant subi les effets de la Covid-19 (13,4 milliards de FCFA).

Concernant les dépenses de sécurité et d'élections, elles se sont établies à **120,3 milliards de FCFA** contre 107,9 milliards de FCFA prévus, en lien avec le besoin de renforcement supplémentaire du dispositif sécuritaire.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles sont ressorties à **678,1 milliards de FCFA** contre une prévision de 777,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 87,2%. Ces dépenses ont été financées à 62,4% sur les ressources intérieures et 37,6% sur les ressources extérieures.

L'analyse des **taux de consommation des crédits d'investissement** des institutions et ministères indique que trente-six (36) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 50% et onze (11) d'entre eux affichent des taux d'exécution supérieurs à 50%. Le taux moyen de consommation des crédits d'investissement de l'ensemble des institutions et ministères ressort à 31,7%.

Enfin, **les charges de trésorerie**, qui concernent **le remboursement du capital au titre de la dette publique**, se sont établies à **540,1 milliards de FCFA** pour une prévision de 585,4 milliards de FCFA, principalement en rapport avec les niveaux des décaissements plus faibles que prévus en 2020 au niveau des emprunts extérieurs, qui ont induit un niveau de remboursement plus faible que projeté.

Les paiements effectués comprennent 387,7 milliards de FCFA de remboursements au titre de la dette intérieure pour un service prévisionnel de 393,3 milliards de FCFA, et 152,3 milliards de FCFA contre une prévision de 192,2 milliards de FCFA concernant la dette extérieure.

S'agissant en particulier des **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **1.320,3 milliards de FCFA** à fin juin 2021, au-dessus de l'objectif plancher de 1.317,3 milliards de FCFA.

Le solde budgétaire à fin juin 2021 ressort ainsi à **-432,5 milliards de FCFA**, pour un niveau plancher de -2.131,7 milliards de FCFA attendu en fin 2021 et représentant -5,6% du PIB. Cette situation devrait rapidement évoluer au second semestre avec la prise en compte de dépenses importantes liées notamment aux secteurs de la sécurité et de la santé.

L'exécution du budget de l'Etat au cours du deuxième trimestre de l'année 2021, a été caractérisée par un niveau satisfaisant de mobilisation des recettes et une bonne maîtrise du niveau d'exécution des dépenses.

En effet, les recettes fiscales et recettes non fiscales ont enregistré un bon niveau de recouvrement avec respectivement un taux de 101,9% et 137% par rapport aux prévisions. Quant à l'exécution des dépenses, les charges de fonctionnement des services ont été globalement contenues à l'intérieur des dotations prévues et le niveau de consommation des crédits d'investissements est ressorti relativement satisfaisant.

Les efforts se poursuivront en vue de consolider la performance enregistrée dans la mobilisation des ressources, tout en assurant la maîtrise des charges de fonctionnement et l'amélioration continue de la capacité d'absorption des crédits d'investissements, en vue garantir la bonne mise en œuvre du Plan National de Développement.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin juin 2021, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

3^{ème} PARTIE : PERSPECTIVES A FIN DECEMBRE 2021

III.1. ESTIMATION DES RESSOURCES

Initialement attendues à 4.494 milliards de FCFA, **les ressources budgétaires** devraient s'établir à **4.343,2 milliards de FCFA**. Elles se décomposent comme suit :

- 4.041,2 milliards de FCFA de recettes fiscales ;
- 89,8 milliards de FCFA de recettes non fiscales ;
- 212,2 milliards de FCFA de dons.

Les ressources de trésorerie ressortiraient quant à elles à **3.081,9 milliards de FCFA** contre 3.202,7 milliards de FCFA initialement programmés.

Ce montant inclurait 11,9 milliards de FCFA de produits de transferts aux entreprises, 2.010,6 milliards de FCFA d'emprunt sur le marché monétaire et financier, 248,6 milliards de FCFA au titre des emprunts programmes et 810,8 milliards de FCFA au titre des emprunts projets.

III.2. ESTIMATION DES DEPENSES

Les dépenses budgétaires devraient s'établir à 6.518,7 milliards de FCFA au 31 décembre 2021 contre 6.345,1 milliards de FCFA initialement prévues. Cette hausse s'explique essentiellement par l'effet combiné de la prise en compte, des dépenses de sécurité et d'élection, des dépenses d'investissements.

Le niveau attendu des dépenses budgétaires au 31 décembre 2021 se décompose comme suit :

- 813,4 milliards de FCFA prévus de charges financières de la dette publique ;
- 1.831,5 milliards de FCFA de charges de personnel ;
- 724,5 milliards de FCFA consacrés à l'acquisition des biens et services hors covid-19 ;
- 494,6 milliards de FCFA prévus pour les dépenses en transferts hors covid-19 ;
- 391,5 milliards de FCFA prévus pour les dépenses liées à la gestion du covid-19 ;
- 148,6 milliards de FCFA au titre des dépenses de sécurité et d'élections ;
- 2.114,6 milliards de FCFA consacrés aux dépenses d'investissement.

Les charges de trésorerie se situeraient à **1.416,4 milliards de FCFA** contre 1.330,4 milliards de FCFA initialement prévues. Elles sont essentiellement composées de l'amortissement de la dette publique qui comprend 935,5 milliards de FCFA de dette intérieure et 480,9 milliards de FCFA de dette extérieure.

Le solde budgétaire à fin décembre 2021 devrait s'établir à **-2.131,7 milliards de FCFA** soit -5,6% du PIB, contre un niveau initial de -1.750,4 milliards de FCFA, qui représentait -4,6% du PIB.

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE

(Etat de réalisation à fin juin 2021)

en milliards de FCFA

RESSOURCES	Budget 2021 (hors comptes spéciaux)	Fin juin 2021		perspectives fin décembre 2021 (hors comptes spéciaux)	DEPENSES	Budget 2021 (hors comptes spéciaux)	Fin juin 2021		perspectives fin décembre 2021 (hors comptes spéciaux)
		Objectif	Réalisation				Objectif	Réalisation	
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES									
RECETTES FISCALES (y/c FER)	4 087,9	1 584,2	1 740,5	3 641,1	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	643,0	349,2	331,6	760,1
- DGI	2 258,6	794,3	895,6	1 923,0	Dettes intérieure	252,6	128,4	131,8	296,9
- TRESOR	12,1	6,0	5,7	10,1	Dettes extérieure	390,4	220,8	199,8	463,2
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	1 817,2	783,8	839,3	1 708,0					
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	86,7	28,2	54,0	95,7	PERSONNEL	1 770,1	881,8	892,2	1 770,1
Recettes non fiscales Trésor	49,1	9,6	37,1	62,0	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	672,1	471,9	255,4	634,4
Revenus du domaine DGI	29,7	14,8	13,0	26,0	Abonnement	110,2	49,6	33,3	110,2
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	0,0	0,0	0,0	Autres achats de biens et services	561,9	422,3	222,1	524,2
Licences de télécommunication	0,2	0,0	0,0	0,0	TRANSFERTS (hors CNS et élections)	530,8	636,0	382,8	892,9
Fonds d'Investissement en milieu rural	7,7	3,8	3,8	7,7	Subvention au secteur électricité	14,0	0,0	6,8	14,0
					Autres transferts	516,8	636,0	376,0	878,9
DONS	359,7	165,1	91,9	275,0	DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS	98,9	84,8	109,4	126,1
Dons programmes	169,3	79,4	73,8	107,9	sur financement intérieur	98,9	84,8	109,4	126,1
AFD (C2D)	147,6	79,4	73,8	73,8	dont investissement	8,0			20,2
GVT Espagnol (PCD)	7,3	0,0	0,0	0,0	sur financement extérieur				
UE	14,4	0,0	0,0	17,7					
BEI				16,4	INVESTISSEMENT	2 247,1	797,1	791,9	2 537,1
Dons projets	190,4	85,7	18,1	163,5	- Trésor (y/c FIMR et FER)	1 078,9	364,3	473,3	1 213,3
Autres dons				3,6	Projets C2D et PCD	154,9	69,7	120,3	215,8
					Investissement FIMR	7,7	3,8	3,8	7,7
					Fonds d'Entretien Routier	147,1	69,5	62,2	140,1
					Autres investissements	769,2	221,3	287,0	849,7
					- Financement extérieur des projets	1 168,2	432,8	318,6	1 323,8
					Emprunts-projets	977,8	347,1	300,5	1 160,3
					Dons-projets	190,4	85,7	18,1	163,5
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	4 534,3	1 777,5	1 886,4	4 011,8	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	5 962,0	3 220,8	2 763,3	6 720,7
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE									
Privatisation et ventes d'actifs	126,3	0,0	1,0	1,0	Amortissement de la dette publique	1 494,1	641,9	665,4	1 170,5
Transfert des entreprises/dette rétrocedée	1,5	0,8	0,1	10,0	Dettes intérieure	1 015,1	426,7	455,5	842,7
Integration de ressources C2D				106,1	Dettes extérieure	479,0	215,2	210,0	327,8
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 494,4	981,9	546,4	1 209,6					
Emprunts obligataires		407,2	227,7						
Bons et obligations du Trésor		499,7	318,7						
Eurobonds		75,0	0,0						
Emprunts programmes	321,8	536,0	669,5	1 392,3					
FMI	152,5	536,0	536,0	688,4					
Banque Mondiale	113,5	0,0	118,5	337,2					
BOAD			15,0	15,0					
Allemagne				26,1					
BAD	49,2			150,2					
AFD	6,6			39,8					
Autres emprunts programme				135,6					
Emprunts-projets	977,8	347,1	300,5	1 160,3					
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	2 921,7	1 865,9	1 517,5	3 879,4	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	1 494,1	641,9	665,4	1 170,5
TOTAL GENERAL	7 456,1	3 643,3	3 403,8	7 891,2	TOTAL GENERAL	7 456,1	3 862,7	3 428,7	7 891,2

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin juin 2021)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN JUIN		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	1 584,2	1 740,5	156,3
<u>DGI</u>	<u>794,3</u>	<u>895,6</u>	101,3
Impôts directs	397,4	484,1	86,6
BIC pétrole et gaz	24,4	23,3	-1,1
- BIC pétrole	0,0	1,7	1,7
- BIC gaz	24,4	21,6	-2,8
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	373,0	460,8	87,7
- BIC hors pétrole	121,6	185,0	63,3
- Impôt synthétique et AIRSI	7,7	9,2	1,5
- Impôts sur revenus et salaires	221,8	242,0	20,2
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	21,8	24,6	2,7
Impôts indirects	396,9	411,5	14,6
TVA (hors part secteur électricité)	186,6	204,0	17,4
TOB	37,6	37,3	-0,3
Taxes sur boissons et tabacs	29,1	28,8	-0,3
Droits d'enregistrement et de timbre	66,4	67,8	1,3
<i>dont enregistrement café cacao</i>	18,8	19,3	0,5
Patentes et Licences	15,5	16,9	1,4
Taxes d'exploitation pétrolière	0,0	0,7	0,7
Taxe d'exploitation du gaz	10,5	9,3	-1,2
Taxes sur les télécommunications	27,5	25,0	-2,5
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	10,5	10,7	0,2
Taxe ad valorem	12,1	12,2	0,1
Accises et autres taxes indirectes	1,0	-1,3	-2,3
<i>dont Taxe pr le dev touristique</i>	0,4	0,2	-0,2
<u>TRESOR</u>	<u>6,0</u>	<u>5,7</u>	<u>-0,4</u>
Impôts directs	5,4	4,8	-0,7
Impôts sur revenus et salaires	5,4	4,8	-0,7
Impôts indirects	0,6	0,9	0,3
Timbres et vignettes	0,6	0,9	0,3
<u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u>	<u>783,8</u>	<u>839,3</u>	<u>55,4</u>
Droits et taxes à l'importation	576,1	619,0	42,9
Taxes sur produits pétroliers	185,4	219,9	34,6
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	390,7	399,1	8,4
Taxes à l'exportation	207,7	220,2	12,5

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses "sécurité et élections)

(en FCFA)

Institutions et Ministères	Dotation 2021	Exécution fin juin 2021	Taux d'exécution
Ministère de la Communication et des Médias	17 819 000 000	0	0,0%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	155 389 765	0	0,0%
Ministère des Mines et de la Géologie	492 666 183	0	0,0%
Ministère de l'Artisanat	1 126 891 779	0	0,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes	18 103 000 000	234 000 000	1,3%
Ministère des Affaires Etrangères	4 153 776 375	67 144 477	1,6%
Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	155 389 768	2 566 972	1,7%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	3 925 417 632	156 009 005	4,0%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	15 435 000 000	635 657 647	4,1%
Ministère de l'Economie et des Finances	23 067 000 000	955 943 000	4,1%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	9 417 233 692	622 695 910	6,6%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat	92 182 000 000	6 866 333 749	7,4%
Ministère des Sports	90 670 000 000	7 923 814 930	8,7%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	227 720 000 000	29 906 000 000	13,1%
Ministère de l'Assainissement et la Salubrité	56 533 000 000	8 556 688 500	15,1%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	13 051 000 000	2 015 768 426	15,4%
Ministère de l'Hydraulique	111 670 000 000	17 476 000 000	15,6%
Ministère de la Promotion de la Riziculture	77 694 882	17 500 000	22,5%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	345 742 227	78 085 154	22,6%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	92 063 000 000	22 715 000 000	24,7%
Secrétariat d'Etat au Renforcement des Capacités	633 532 185	160 600 000	25,3%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	228 800 000 000	66 138 000 000	28,9%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social	20 228 000 000	6 088 820 228	30,1%
Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	74 776 000 000	22 559 000 000	30,2%
Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	516 558 423 956	160 396 000 000	31,1%
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	30 685 000 000	9 764 815 558	31,8%
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	1 036 375 713	345 170 600	33,3%
Ministère du Plan et du Développement	23 735 000 000	8 031 329 958	33,8%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, chargée de l'Autonomisation de la Femme	710 421 253	256 134 000	36,1%
Ministère de la Promotion des PME	349 626 971	127 636 364	36,5%
Primature et Services Rattachés	41 140 000 000	17 359 000 000	42,2%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	2 114 587 652	959 341 639	45,4%
Ministère de la Fonction Publique	586 820 180	301 369 182	51,4%
Représentation Nationale	543 864 177	282 809 372	52,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	35 906 000 000	19 623 000 000	54,7%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	71 884 000 000	40 087 000 000	55,8%
Ministère des Transports	22 562 000 000	13 408 000 000	59,4%
Ministère des Eaux et Forêts	8 240 902 680	4 957 257 929	60,2%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	155 125 576 044	94 803 000 000	61,1%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	427 904 135	262 415 875	61,3%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte Contre la Pauvreté	40 836 000 000	25 380 773 500	62,2%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	60 438 000 000	38 678 000 000	64,0%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	13 282 000 000	8 729 758 636	65,7%
Cour Suprême	236 969 392	158 600 000	66,9%
Cour des Comptes	466 169 295	312 000 000	66,9%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	12 051 000 000	8 069 874 742	67,0%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	33 319 000 000	22 333 000 000	67,0%
Présidence de la République	42 121 000 000	34 925 000 000	82,9%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	18 826 000 000	16 978 000 000	90,2%
Commission Electorale Indépendante	150 000 000	150 000 000	100,0%
Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement Privé	5 233 084 647	5 233 084 647	100,0%
S/TOTAL	2 241 166 460 583	725 088 000 000	32,4%
Comptes Spéciaux	154 752 600 000	66 012 000 000	42,7%
TOTAL	2 395 919 060 583	791 100 000 000	33,0%

Source : SIB/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2021

(en FCFA)

DOMAINES	2020	2021		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif juin	Exécution à fin Juin
01 Agriculture et développement rural	109 402 006 864	135 026 151 602	56 910 457 879	63 692 547 867
01.0 Administration générale	51 963 860 554	78 176 186 166	27 031 378 875	4 007 466 217
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	7 057 337 170	14 952 937 337	3 671 196 729	30 377 000 000
01.2 Formation et encadrement	38 300 036 691	32 977 701 501	19 923 515 915	25 206 000 000
01.3 Aménagement hydro-agricole	1 111 772 449	1 252 326 598	578 339 291	268 081 650
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	10 969 000 000	7 667 000 000	5 706 027 068	3 834 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	13 111 795 193	19 246 198 167	6 820 699 998	3 527 263 512
02.0 Administration générale / formation et encadrement	8 384 959 976	8 357 705 519	4 361 820 457	2 812 714 166
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 836 509 377	1 442 302 190	955 344 354	345 595 162
02.2 Pêche et aquaculture	2 890 325 840	9 446 190 458	1 503 535 188	368 954 184
03 Education	1 262 806 970 427	1 342 712 135 525	656 906 806 005	587 804 004 533
03.0 Administration générale	34 300 242 261	54 184 198 006	17 842 839 893	20 178 874 529
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	530 611 025 755	567 542 615 890	276 021 595 004	287 000 000 000
03.2 Alphabétisation	451 952 719	441 080 032	235 103 879	0
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	450 336 668 683	478 455 911 177	234 263 216 453	132 910 000 000
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	247 107 081 009	242 088 330 420	128 544 050 776	147 715 130 004
04 Santé	387 376 239 456	446 236 000 000	201 511 469 403	152 344 453 701
04.00 Administration générale santé	194 984 053 055	214 547 220 829	101 429 873 697	101 833 220 799
04.01 Système de santé primaire	87 034 000 000	60 679 337 067	45 274 716 004	7 154 359 525
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	5 099 754 035	15 570 300 000	2 652 870 322	0
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	34 170 234 054	47 470 599 966	17 775 210 177	835 108 181
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	587 046 181	33 531 307 788	305 378 922	18 699 000 000
04.05 VIH/SIDA	19 218 647 428	24 721 428 427	9 997 458 514	1 099 765 196
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	46 282 504 703	49 715 805 923	24 075 961 766	22 723 000 000
05 Eau et Assainissement	52 230 448 072	108 317 991 977	27 170 056 567	31 836 219 353
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	39 223 562 983	56 601 342 461	20 403 930 357	5 573 219 353
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	13 006 885 089	51 716 649 516	6 766 126 209	26 263 000 000
06 Energie	210 912 378 854	143 443 545 597	109 715 720 918	35 143 400 000
06.1 Accès à l'électricité	210 912 378 854	143 443 545 597	109 715 720 918	35 143 400 000
07 Routes et ouvrages d'art	393 749 880 396	396 001 405 061	204 827 010 266	274 348 008 242
07.1 Entretien pistes rurales	26 721 609 041	2 745 047 752	13 900 467 179	0
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	29 808 346 363	1 500 000 000	15 506 174 784	108 548 008 242
07.3 Autres travaux routiers	337 219 924 992	391 756 357 309	175 420 368 303	165 800 000 000
08 Affaires Sociales	40 492 168 516	46 724 229 220	21 063 853 551	80 174 009 326
08.0 Administration générale	32 386 117 753	19 694 481 791	16 847 120 479	8 663 493 842
08.1 Formations destinées aux femmes	1 296 525 468	1 342 334 370	674 447 025	429 170 919
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 776 911 773	1 737 216 911	1 964 733 413	37 377 473
08.3 Formation au personnel d'appui	1 440 594 273	2 128 224 270	749 391 003	367 967 092
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	1 592 019 249	21 821 971 878	828 161 631	70 676 000 000
09 Décentralisation	67 066 000 000	81 207 613 906	34 887 447 475	21 971 000 000
09.1 Décentralisation	67 066 000 000	81 207 613 906	34 887 447 475	21 971 000 000
10 Reconstructions et réhabilitations	2 158 768 221	18 740 309 873	1 122 982 031	6 336 735 165
10.1 Reconstruction et réhabilitation		1 016 480 000		0
10.2 Habitat et logement sociaux	2 158 768 221	17 723 829 873	1 122 982 031	6 336 735 165
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	11 271 710 744	17 256 788 801	5 863 495 907	41 725 633 116
11.1 Promotion et insertion des jeunes	10 175 845 287	15 242 297 266	5 293 431 366	39 905 123 349
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 095 865 457	1 191 913 848	570 064 542	1 820 509 767
TOTAL	2 550 578 366 744	2 754 912 369 729	1 326 800 000 000	1 298 903 274 815

Source : SIB/DGBF